

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN AFRIQUE : UN ENGAGEMENT ET UN ANCRAGE HISTORIQUE



Alexandre Maymat

### BIO EXPRESS

En 1992, Alexandre Maymat a commencé sa carrière au ministère de l'Économie et des Finances (Administrateur de l'INSEE, chargé d'études), puis à l'Union Européenne (Attaché financier à la Représentation de la France en 1996, Secrétaire adjoint au Comité économique et financier en 1999). Il rejoint le groupe Société Générale en 2001 en qualité d'Inspecteur principal, puis Directeur du Centre d'affaires entreprises de la Direction régionale de Paris Bourse en 2004 et Directeur régional de Franche-Comté en 2006. En 2009, il rejoint le pôle Banque de Détail à l'International au Cameroun (Administrateur Directeur Général de la Société Générale de Banques au Cameroun), puis en Roumanie (Conseiller du Président-Directeur général de BRD). En septembre 2012, il est nommé Directeur Délégué de la Banque de détail à l'international et il rejoint, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Comité de Direction du Groupe. Depuis septembre 2013, il occupe les fonctions de Directeur délégué du pôle Banque et Services Financiers Internationaux, Responsable de région Afrique/Asie/Méditerranée et Outre-Mer.

Sur le continent africain, **Société Générale** poursuit son engagement et sa contribution au développement du système bancaire et financier à travers ses implantations dans 18 pays. Le point avec Alexandre Maymat, Directeur Délégué Banque et Services Financiers Internationaux — Responsable de la région Afrique/Asie/Méditerranée/Outre-mer.

### Le groupe Société Générale est un partenaire majeur du continent africain. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Société Générale a une présence très ancienne en Afrique : les filiales au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal ont plus de 50 ans, celle du Maroc est centenaire, et le Groupe s'est implanté depuis 1990 dans huit nouveaux pays. Notre plus récente acquisition remonte à octobre 2015, au Mozambique, avec une prise de participation majoritaire dans MCB Mozambique. Dans la majorité des pays africains où nous sommes présents, nous bénéficions de parts de marché importantes, qui sont parfois supérieures à 20 %. Notre positionnement sur le continent africain est unique : il combine les atouts propres d'un grand groupe international (technicité, solidité, réseau international) et celui que lui confère une connaissance intime du contexte propre à chaque pays.

### Dans le contexte actuel, quel rôle doivent jouer les banques sur le continent africain ?

Les banques ont un rôle essentiel à jouer dans le développement des économies africaines. Elles doivent apporter leur expertise afin de faire face à différentes problématiques majeures :

- La structuration du marché de l'épargne : parce que les banques prêtent l'argent que leur confient leurs clients, il est nécessaire de créer un environnement favorable aux dépôts bancaires. Nous avons un rôle important à jouer en structurant des produits d'épargne attractifs. En parallèle, les États doivent contribuer à cet effort en s'attachant à créer un environnement

de confiance, à inciter au transit des flux financiers par les banques et à définir un cadre fiscal favorable au développement de l'épargne longue.

- Le renforcement des outils de financement aux acteurs économiques : les économies africaines ont aujourd'hui besoin de notre savoir-faire technique et de conseils en matière de financements structurés. C'est une de nos priorités et nous créons pour cela des plateformes régionales à Abidjan et à Casablanca. Nous devons financer les PME qui sont au cœur du développement économique de l'Afrique et de l'émergence d'une classe moyenne. Pour cela, nous avons mis en place des outils de financements sécurisés pour limiter nos risques. Ainsi, avec l'AFD, nous bénéficions de la garantie Ariz dans une dizaine de pays africains, qui couvre à 50 % un portefeuille de crédits (AFD) aux PME. C'est aussi pourquoi nous sommes parmi les premiers acteurs bancaires à développer le leasing et l'affacturage. Finalement, le renforcement des outils financiers passe aussi par le développement du crédit immobilier. Là encore, pas de développement de la classe moyenne sans accès au logement et pas d'accès au logement sans financement.
- La mise en place de nouveaux modèles de distribution : la révolution numérique et digitale a aussi touché le continent africain et va permettre aux banques de développer des réseaux de proximité plus denses en préservant leur rentabilité. L'innovation est primordiale pour adapter le modèle bancaire à la population locale. Dans ce sens, nous avons lancé de nom-



breuses initiatives : des conseillers de clientèle en scooter au Sénégal, des camions-agences mobiles au Cameroun et au Burkina Faso, le SMS vocal au Tchad, une vraie application mobile bancaire dans huit pays africains.

- le développement des marchés financiers comme alternative aux marchés bancaires : le développement de sources de financement alternatives est un véritable enjeu pour le continent. Les besoins en financement sont énormes. Par exemple, dans le domaine des infrastructures, les besoins sont estimés à environ 90 milliards d'USD par an à horizon d'ici à 2020 alors qu'il est évident que les banques n'ont pas la capacité de répondre à cette demande à elles seules. Il y a une nécessité de pousser à l'émergence de marchés financiers régionaux obligataires et actionnaires, plus denses et plus liquides. Ceci nous permettra également de structurer des offres de dépôts plus diversifiées.

### Qu'en est-il du rôle de l'État? Comment les États africains peuvent-ils contribuer à ces efforts?

En premier lieu, les États doivent garantir un environnement réglementaire et judiciaire clair, juste, stable et durable. Ceci crée les conditions de la confiance. Aujourd'hui, beaucoup restent à faire :

1. Le droit de la propriété doit être éclairci et stabilisé (cadastre, titres fonciers, réglementations sur la division de propriété immobilière).
2. Le système judiciaire doit également être mieux structuré, les juges mieux formés, les décisions iniques combattues.
3. Les États peuvent également contribuer à la sécurisation de l'épargne longue. Cette dernière favorisera l'accès des entreprises au capital et au financement bancaire long et permettra le financement du Marché immobilier.
4. Autre exemple, il est vrai que la réglementation des changes opératoires dans de nombreux pays facilite la stabilité des taux de change et donc rassure les investisseurs et limite l'inflation. Mais elle ne doit pas donner lieu à des contraintes administratives trop lourdes susceptibles de ralentir les transferts monétaires et de donner le sentiment aux investisseurs que leur argent est immobilisé, donc menacé.

En deuxième lieu, les États africains doivent favoriser davantage l'intégration régionale : elle facilitera les échanges et donc la croissance économique, elle diversifiera les débouchés des entreprises et favorisera l'émergence de champions régionaux, elle permettra l'émergence de marchés financiers plus larges et donc plus attractifs et plus liquides.

### Afin d'accompagner la mise en place de ces changements et le développement d'un environnement favorable, il y a aussi un besoin de managers de haut niveau. Pouvez-vous nous en dire plus?

Le développement du système éducatif est l'enjeu majeur de l'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle pour faire face à une progression spectaculaire de la population en âge de travailler dans les 30 ans qui viennent. Il favorisera l'emploi et permettra, sur le long terme, l'avènement de managers africains de haut niveau.

Face à un marché qui est en train de créer sa propre dynamique, Société Générale accélère sa stratégie de formation et de promotion des managers locaux autour d'axes forts : le recrutement à haut niveau, la mobilité fonctionnelle et internationale, l'exigence élevée en matière sociale et le développement de parcours de formation et de carrière favorisant l'émergence de cadres locaux de premier plan. ■

## L'AFRIQUE UN CONTINENT DE RICHESSE



Plus de 1 milliard  
d'habitants dont 70 % a  
- de 30 ans



10 %  
des ressources de pétrole  
et de gaz de la planète

Environ 200 Md  
de dollars de flux financiers externes



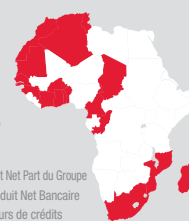
5 %  
de taux de croissance  
depuis 10 ans

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN AFRIQUE

### Une présence historique sur le continent



Présence dans 18 pays  
100 ans au Maroc,  
50 ans au Cameroun,  
au Sénégal et en Côte d'Ivoire,  
30 ans en Guinée



### Dans le top 3 des plus grands groupes bancaires sur le continent

1 000 agences + 11 000 collaborateurs

3,3 millions de clients dont 150 000 entreprises



142 M EUR Résultat Net Part du Groupe  
1,1 Md EUR de Produit Net Bancaire  
14 Md EUR d'encours de crédits

### Des positions de leaders



SGBCI, 1<sup>re</sup> banque de Côte d'Ivoire et 1<sup>re</sup> banque de la zone UEMOA  
Société Générale Cameroun, 1<sup>re</sup> banque au Cameroun  
SGBS, 2<sup>me</sup> banque au Sénégal et 1<sup>re</sup> banque en matière de financements  
Société Générale Algérie, 1<sup>re</sup> banque à capitaux privés en Algérie  
Société Générale Maroc, 4<sup>me</sup> banque à capitaux privés et 1<sup>er</sup> groupe financier ayant un actionnaire de référence internationale au Maroc  
SGBG, 2<sup>me</sup> banque en Guinée



### Nos engagements

Accompagner le développement de nos clients en Afrique

Offrir l'expertise d'un groupe bancaire international et la proximité d'une banque locale

Proposer des produits, des services et des partenariats innovants

Un engagement durable, social et environnemental

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE EN AFRIQUE EN CHIFFRES

- Présence dans 18 pays africains, 1 000 agences, plus de 11 000 collaborateurs et 3,3 millions de clients, dont 150 000 entreprises
- 142 M EUR Résultat Net Part du Groupe
- 1,1 Md EUR de produit Net Bancaire
- 14 Md EUR d'encours de crédits
- Des positions de leaders : SGBCI, 1<sup>re</sup> banque de Côte d'Ivoire et 1<sup>re</sup> banque de la zone UEMOA ; Société Générale Cameroun, 1<sup>re</sup> banque au Cameroun ; SGBS, 2<sup>e</sup> banque au Sénégal et 1<sup>re</sup> banque en matière de financements ; Société Générale Algérie, 1<sup>re</sup> banque à capitaux privés en Algérie ; Société Générale Maroc, 4<sup>e</sup> banque à capitaux privés et 1<sup>er</sup> groupe financier ayant un actionnaire de référence internationale au Maroc ; SGBG, 2<sup>e</sup> banque en Guinée.